



EurAc Info

Daily Press Review on the Great Lakes region & EurAc network

14 December 2016

Press Review

EU Foreign Policy

DRC/UK - [The Democratic Republic of the Congo \(Asset-Freezing\) \(Amendment\) Regulations 2016](#),
Legislation.gov.uk, December 13

Central Africa – Great Lakes – African Union & other regional institutions

AFRICAN UNION - [La 642ème réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'UA sur la situation en République démocratique du Congo \(RDC\)](#), African Union Peace & Security, December 13

COMMUNIQUE

Le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA), en sa 642ème réunion tenue le 6 décembre 2016, a pris la décision qui suit sur la situation en République démocratique du Congo (RDC) :

Le Conseil :

1. **Prend note** de la communication faite par le Commissaire à la Paix et à la Sécurité, l'Ambassadeur Smail Chergui, sur les derniers développements survenus en République démocratique du Congo (RDC). Le Conseil **prend également note** des déclarations faites par les représentants de la RDC, du Secrétariat de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), ainsi que du Gabon, Président de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), des Nations unies et de l'Egypte au titre du Groupe des membres africains du Conseil de sécurité des Nations unies (A3) ;
2. **Rend hommage** à tous ce qui ont pris part et contribué au dialogue, sous la facilitation de S. E. M. Edem Kodjo, Facilitateur de l'UA pour le Dialogue national en RDC. A cet égard, le Conseil **se félicite** de la signature, le 18 octobre 2016, de l'Accord politique pour l'organisation d'élections apaisées, crédibles et transparentes en République démocratique du Congo. Le Conseil **rappelle** les termes du communiqué du Président en exercice de l'UA, Son Excellence Idriss Deby Itno du Tchad en date du 18 octobre 2016 ;
3. **Prend note** du début de mise en œuvre de l'Accord politique avec la nomination d'un Premier ministre issu de l'opposition, et **attend avec intérêt** la formation du nouveau Gouvernement ;
4. **Appelle** tous les acteurs politiques sociaux congolais, dans le prolongement de l'appel lancé par la VIII^{ème} session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), tenue à Libreville le 30 novembre 2016, à adhérer à, et à s'approprier l'Accord politique du 18 octobre 2016, qui constitue une base solide pour consolider un consensus national pouvant permettre l'organisation et la tenue d'élections présidentielle, législatives et locales transparentes et régulières ;
5. **Félicite** la Conférence épiscopale nationale du Congo pour ses efforts et ses bons offices en vue de parvenir à un consensus entre la majorité présidentielle et le mouvement de l'opposition, *le Rassemblement* ;
6. **Exhorte** toutes les parties prenantes à s'abstenir de toute menace au manœuvre d'intimidation pouvant accentuer la tension, en vue de préserver la paix et la stabilité en RDC ;
7. **Appelle en outre** les autorités congolaises à prendre les mesures nécessaires pour le renforcement du respect des droits de l'homme et la décrispation du climat politique. Dans ce cadre, le Conseil **se félicite** de l'engagement pris par le Président de la République, Son

Excellence M. Joseph Kabila, de respecter la Constitution de la RDC dans toutes ses dispositions ;

8. **Réitère sa profonde préoccupation** face à l'insécurité, aux violences et aux massacres de populations civiles à l'est de la RDC, en dépit des efforts des Forces armées de la (FARDC) et de la Brigade d'intervention de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation au Congo (MONUSCO) pour neutraliser les forces négatives opérant dans la région. Dans ce contexte, le Conseil **appelle** à la poursuite et au renforcement des opérations conjointes entre les FARDC et la MONUSCO ;

9. **Exprime sa profonde compassion** pour toutes les victimes et **demande** au Sous-comité du Comité des Représentants permanents (COREP) de prendre les mesures nécessaires pour témoigner la solidarité de l'UA aux populations contraintes de se déplacer ou de se réfugier dans les pays voisins ;

10. **Réitère** le soutien de l'Union africaine au processus de mise en œuvre de l'Accord cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région ;

11. **Réitère en outre** son appel pour l'accélération du processus de mise en œuvre des déclarations de Nairobi, y compris les aspects relatifs à l'amnistie et au rapatriement volontaire des ex-combattants du M23 ;

12. **Décide** de rester activement saisi de la question.

Natural Resources - Conflict minerals

[Afrique centrale : le régime minier de l'Afrique soumis à évaluation](#), Agence d'Information d'Afrique Centrale, 13 décembre

DRC

Politics – Elections

[Congoise opposition pays tribute to leader Charles Mwando Nsimba](#), IBT, December 13 // [RDC: décès à Bruxelles du président du groupement d'opposition G7 Charles Mwando Nsimba](#), RTBF, 13 décembre

[Fears of instability as hopes fade for DR Congo talks](#), DW, December 13

"[Thierry] Vircoulon is pessimistic. "Both the opposition and the presidential camp seem to be anticipating the failure of the talks. I am saying that because there are signs of deployment of additional security forces in the Kasai region, which is an opposition stronghold."

Tshisekedi's team "was already talking about setting up a parallel government."



Sonia Rolley ✓
@soniarolley



Abonné

#RDC #Cenco : selon la majorité, un siège supplémentaire a aussi été attribué à la société civile pro-dialogue, ce qui ramène le total à 32

RETWEETS

11

J'AIME

10



02:13 - 14 déc. 2016



Eve Bazaiba
@Evebazaiba



Abonné

#RDC, #Constitution, Question de principe, de considération, du respect des engagements et d'exigence d'égalité de traitement. On se retire.

 **DECLARATION POLITIQUE RELATIVE AUX ASSISES CONVOQUEES PAR LA CENCO**

Le Front pour le Respect de la Constitution sous l'impulsion du Mouvement de Libération du Congo, confirme ce jour après avoir consulté ses différents organes, sa décision de retrait des discussions directes organisées sous les auspices de la CENCO.

Le FRONT, rappelle à l'opinion qu'il avait été consulté séparément par la CENCO, à l'instar d'autres forces politiques et sociales, en vue de dégager des pistes de sortie de crise.

En dépit de sa position initiale de ne pas participer à un dialogue politique avec le risque de violation de la Constitution, le Front, mu par l'esprit républicain et par respect aux organisateurs, a néanmoins pris la décision de répondre positivement à l'invitation de la CENCO pour apporter sa contribution.

A ce titre, les différentes composantes à savoir les Signataires de l'Accord politique de la Cité de l'UA, le Rassemblement et le Front pour le respect de la Constitution, ayant été consultés distinctement, il devait en être de même pour la répartition des quotas, à raison de 5 délégués par sous composante dont le Front. Celui-ci était le premier à déposer la liste de ses participants.

Contre toute attente et malgré des échanges nourris avec la CENCO, la distribution des invitations n'a point respecté la formule initiale de 5 délégués par sous composantes, ramenant les invitations du Front à 3 le premier jour, pour retomber un jour après à deux.

Le FRONT fustige le comportement hégémonique du Rassemblement qui s'est permis avec l'aval de la CENCO, de s'attribuer le quota du Front et celui revenant à la société civile.

Pour le FRONT, c'est plus une question de principe, de considération, du respect des engagements et d'exigence d'égalité de traitement, fondement même du principe inclusif tant prôné par la CENCO, que celle du nombre ou de quota.

Le FRONT pour sa part a toujours clamé qu'il restait gardien du temple en ce qui concerne le respect de la Constitution, et trouvait ici l'occasion de ramener toutes les parties prenantes de ces discussions directes au strict respect de la Constitution.

Par ailleurs au regard de la nature des commissions constituées, le FRONT attaché à sa vision d'un dialogue technique, se trouve plutôt en face d'un dialogue éminemment politique qui mènera à coup sûr à la violation de la Constitution.

Sinon, comment faire participer les délégués du FRONT en bonne complémentarité aux travaux, alors qu'ils ne sont qu'à deux pour trois commissions ? Pendant que d'autres forces aligneront

RETWEETS

63

J'AIME

84



18:20 - 13 déc. 2016

[DRC's powerful Catholic church sides with Congolese people who want political change](#), International Business Times, December 13 // [En RDC, le dialogue politique de l'Eglise entre enfin dans le vif du sujet](#), RFI, 13 décembre

[RDC: le mouvement citoyen filimbi rejette le dialogue](#), BBC, 13 décembre



Sonia Rolley
@soniarolley



Abonné

#RDC #Cenco: communiqué @filimbi243 /
Compte à rebours après l'arrestation de 4
militants dvt la Cenco. La police assure les
avoir "élargis"



COMMUNIQUE DE PRESSE

Dans le cadre de la Campagne pacifique BYE-BYE KABILA lancée en novembre 2016 à Kinshasa, rappelant à l'actuel président de la République Démocratique du Congo la fin de son second et dernier mandat le 19 décembre 2016.

Une dizaine des jeunes issus des mouvements citoyens COMPTE A REBOURS et FILIMBI s'est réunie, ce jeudi 13 décembre 2016 devant le centre interdiocésain de Kinshasa afin de rappeler aux acteurs politiques, participants au « dialogue » convoqué par la Conférence Episcopale Nationale du Congo ; la volonté intangible du peuple Congolais liée au respect de l'ordre constitutionnel et de son souhait indéfectible de l'alternance en 2016.

Filimbi 243 - 99, rue de l'Indépendance, Kinshasa, RD Congo

..... Orange 2016 devant le centre interdiocésain de Kinshasa afin de rappeler aux acteurs politiques, participants au « dialogue » convoqué par la Conférence Episcopale Nationale du Congo ; la volonté intangible du peuple Congolais liée au respect de l'ordre constitutionnel et de son souhait indéfectible de l'alternance en 2016. L'article 23 de la Constitution consacre la liberté d'expression et l'article 26 garantit la liberté de manifestation à tous les congolais et ce, sur toute l'étendue du territoire. Les pouvoirs publics ont le devoir d'en garantir la protection. COMPTE A REBOURS et FILIMBI dénoncent avec constance les arrestations de Chris SHEMATSI, Carbone BENI wa BEYA, Samuel BOSASSELE, John NGANDU et des autres militants pro-démocratie, TOUS arrêtés au moment où ils exerçaient de plein droit, leur devoir ultime devant le centre interdiocésain. Et exigent leur libération immédiate et sans condition. COMPTE A REBOURS ET FILIMBI mettent à l'écouter la communauté tant nationale qu'internationale face à cette énigme barbare du pouvoir en place et demande au peuple Congolais de

RETWEETS

J'AIME

37

21



00:15 - 14 déc. 2016

[American Veteran Delivers His Legal Complaint Against DRC Leadership](#), PR Newswire, December 13

“Ambassador François Nkuna Balumuene in Washington, DC, American veteran Darryl Lewis delivered his legal complaint in his suit for torture against two individuals with high-ranking law-enforcement positions in the Democratic Republic of the Congo. According to the complaint, Mr. Lewis was tortured while working in the Democratic Republic of the Congo as an unarmed advisor to former Katanga Governor Moïse Katumbi earlier this year.”



Le journal Afrique
@JTAtv5monde



Abonné

EXCLUSIF : 5 mois après son départ de
#RDC, la juge #Ramazani évoque les
pressions qu'elle aurait subi lors du procès de
@moise_katumbi.



RETWEETS

J'AIME

170

141



23:01 - 13 déc. 2016

Security

[CPI : huit ans de prison requis contre Jean-Pierre Bemba pour subornation de témoins](#), Jeune Afrique, 13 décembre

Natural resources

[Ivanhoe PEA outlines two alternatives for DRC-based Kamoia/Kakula deposits](#), Creamer Media's Mining Weekly, December 13

Burundi

Political & Security crisis

[Burundi : aucune trace de Marie Claudette Kwizera un an après son arrestation](#), Jeune Afrique, 13 décembre

[Burundi: les enfants, premières victimes de la crise](#), RFI, 14 décembre

TOP STORY - [Burundi: pas de rapprochement entre le gouvernement et l'opposition en exil](#), DW, 13 décembre

« La présence présumée de l'Ombudsman burundais Edouard Nduwimana à Bruxelles, où plusieurs opposants sont en exil, laisserait croire à l'ouverture d'un dialogue entre le gouvernement et le CNARED. Ce n'est pas le cas. »

Rwanda

Politics & Security

TOP STORY - [Rwanda confirms August 2017 presidential election date](#), Africanews, December 13

"Rwandans will go to polls on August 4, 2017, to elect the Head of State in the country's third multiparty presidential elections, a government statement has confirmed.

[...]Rwandans abroad will cast their votes on August 3, and those resident in Rwanda will follow suit on August 4, a communique in the local Kinyarwanda language said."